



Résultats économiques des exploitations en 2016

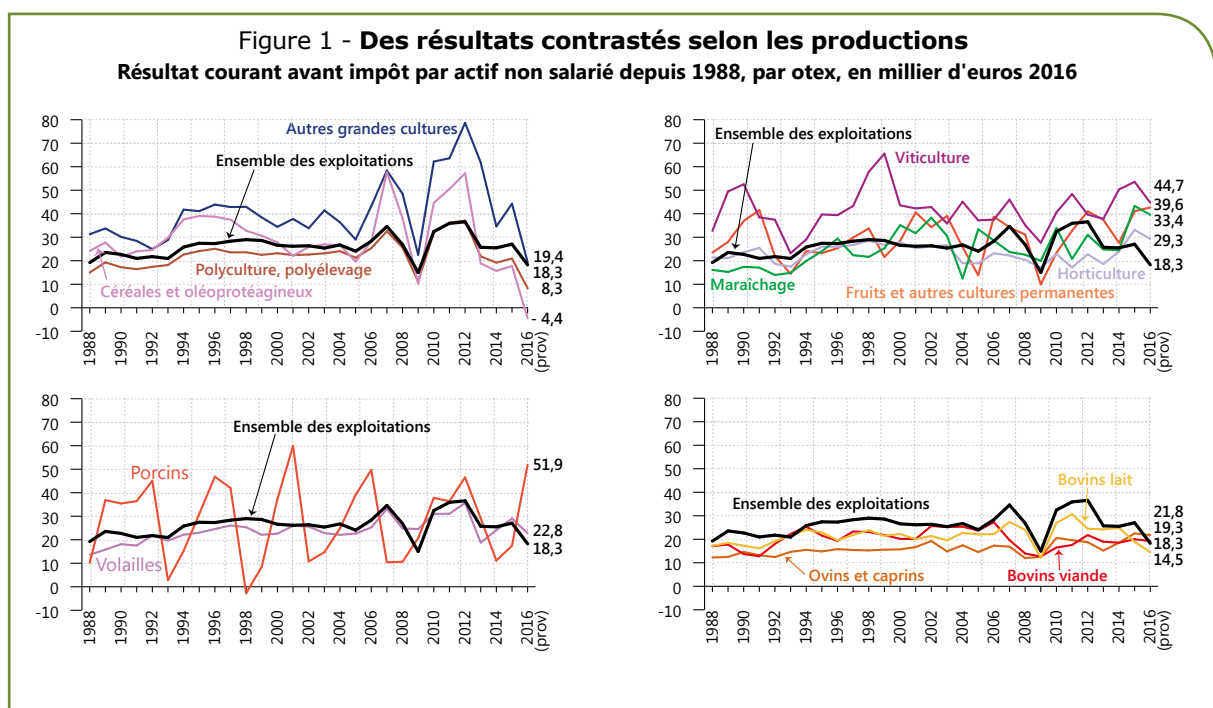
Une année difficile pour les grandes cultures

En 2016, le résultat courant par actif non salarié des exploitations moyennes et grandes est de 18 300 euros en moyenne, en baisse de 29 % par rapport à 2015. Cette baisse globale est tirée par celle, plus marquée encore, des résultats des exploitations spécialisées en céréales et oléoprotéagineux, confrontées à une chute exceptionnelle des récoltes. Certaines orientations, comme les élevages porcins, enregistrent toutefois une hausse de leurs résultats. Les investissements poursuivent leur baisse (- 10 %) et le poids de l'endettement s'alourdit par rapport à 2015.

Les résultats économiques des exploitations agricoles sont en nette baisse en 2016, toutes orientations productives confondues. L'excédent brut d'exploitation (EBE) s'établit

à 60 200 € en moyenne dans les exploitations moyennes et grandes, en baisse de 16 % par rapport à 2015, tandis que le résultat courant avant impôts (RCAI) par actif non salarié

(Utans) chute à 18 300 € en moyenne (- 29 %). Les situations sont toutefois contrastées selon les orientations (*figure 1*). »»



Source: Agreste - Rica - Résultats 2016 provisoires

» **Des résultats historiquement bas pour les exploitations en céréales et oléoprotéagineux**

En 2016, l'EBE par actif non salarié des exploitations spécialisées en « céréales et oléoprotéagineux » s'établit à 22 200 € en moyenne, en baisse de 51 % par rapport à 2015. Cette évolution s'inscrit dans un contexte de fortes chutes des rendements des principales cultures céréalières conjuguées à des prix de vente

demeurant bas pour la plupart des cultures. La légère baisse des charges d'approvisionnement (- 2,5 %) ainsi que celle des dotations aux amortissements (- 5 %) ne permettent pas de compenser la perte de recettes. Le RCAI par actif non salarié chute très fortement et est négatif en moyenne dans cette orientation productive (- 4 400 €) (tableau 2).

Les exploitations produisant principalement de la betterave

sucrière, des pommes de terre et des légumes de plein champ produisent généralement aussi des céréales. Elles sont donc également pénalisées par les conditions climatiques exceptionnelles de 2016. Pour ces exploitations, l'EBE rapporté au nombre d'actifs non salariés, atteint 52 200 € (- 31 %). Le RCAI par actif non salarié se réduit de 53 % par rapport à 2015 pour s'établir à 19 400 € en moyenne.

Les conditions climatiques exceptionnelles de 2016 ont fortement pesé sur les résultats des exploitations de céréales et oléoprotéagineux du Nord de la France

En 2016, la succession des accidents climatologiques a pénalisé aussi bien les cultures d'hiver et de printemps que les cultures d'été. La sécheresse de juillet - août s'est ainsi cumulée aux excès d'eau et au manque d'ensoleillement de mai et juin.

Si les résultats des exploitations spécialisées en « Céréales et oléoprotéagineux » sont en forte baisse dans la quasi-

totalité des régions productrices (hormis Auvergne-Rhône-Alpes), les évolutions sont cependant très contrastées entre régions. Les pluies exceptionnelles du printemps ont surtout affecté l'Île-de-France, le Centre-Val de Loire, les Hauts de France et la Bourgogne-Franche-Comté. Dans ces régions, l'EBE par Utans se réduit de - 65 % à - 75 % par rapport à 2015 (tableau 1).

Tableau 1 – Indicateurs de synthèse pour les exploitations en céréales et oléoprotéagineux

	Excédent brut d'exploitation par Unité de travail non salarié		Résultat courant avant impôt par actif non salarié	
	2016 euros	Évolution 15/16 %	2016 euros	Évolution 15/16 %
Ile-de-France	13411	- 75	- 16685	- 177
Centre-Val de Loire	12965	- 75	- 14683	- 183
Bourgogne-Franche-Comté	19375	- 66	- 17673	- 200
Normandie	34576	- 32	+ 5270	- 75
Hauts-de-France	17439	- 68	- 12583	- 144
Grand-Est	30999	- 45	+ 640	- 96
Pays de la Loire	23800	- 30	+ 1569	- 80
Bretagne	ns	ns	ns	ns
Nouvelle-Aquitaine	21711	- 37	- 734	- 103
Occitanie	27580	- 14	+ 8957	- 30
Auvergne-Rhône-Alpes	31484	+ 3	+ 5624	+ 20
Provence-Alpes-Côte d'Azur	ns	ns	ns	ns
Corse	ns	ns	ns	ns
Ensemble COP France métropolitaine	22245	- 51	- 4400	- 125

Source : Agreste – Rica – Résultats 2016 provisoires

Des résultats contrastés selon les bassins viticoles

Plusieurs vignobles ont connu des accidents climatiques qui ont amputé la production de l'exercice : gel de printemps en Champagne, Bourgogne et Val de Loire, grêle puis sécheresse en Languedoc-Roussillon et en Provence ; d'autres vignobles aux vendanges plus tardives, comme le Bordelais ou l'Alsace, ont au contraire bénéficié des précipitations de la mi-septembre. En moyenne, l'EBE par actif non salarié des exploitations viticoles s'établit à 66 700 € (- 5 % par rapport

à 2015) et le RCAI par actif non salarié à 44 700 € (- 9 %) (tableau 2), après deux années de hausse.

Amélioration des résultats pour les autres productions végétales

En maraîchage, les baisses de production pour la plupart des légumes ont généralement été contrebalancées par des prix stables ou en progression en 2016. Le RCAI par actif non salarié s'établit à 39 600 € en moyenne, soit une valeur proche de celle de 2015. S'agissant des exploitations fruitières, dans

cette orientation caractérisée par une forte variabilité des résultats entre les productions et selon les années, le RCAI par actif non salarié est de 33 400 € en 2016 (+ 10 % par rapport à 2015). Cette augmentation est essentiellement liée à des prix favorables pour les poires, les abricots, les cerises et les pêches.

La baisse du prix du lait pèse sur les résultats des éleveurs de bovins lait

En 2016, la valeur de la production des exploitations spécialisées en « Bovins lait » diminue de 7 %.



La remontée des prix du lait à partir d'août 2016 ne permet pas de compenser la forte baisse observée au 2^e semestre 2015 et au 1^{er} semestre 2016. Malgré la diminution des charges en alimentation (- 5 %) liée à la baisse des prix des matières premières, le RCAI par actif non salarié s'établit en 2016 à 14 500 €, en baisse de 20 % par rapport à 2015.

Pour les éleveurs de bovins viande, la production en valeur est en baisse, à la suite de l'afflux de vaches laitières de réforme dans les abattoirs qui pèse sur les prix et de la fièvre catarrhale. L'EBE par actif non salarié s'établit à 39 000 € en moyenne (- 4 %). Le RCAI moyen par actif non salarié s'élève à 19 300 € (- 7 %) (tableau 2).

Pour les éleveurs d'ovins ou de caprins, avec des subventions d'exploitation (34 % des produits courants) qui progressent de 2,5 % et un chiffre d'affaires stable par rapport à 2015, le RCAI moyen par actif non salarié s'établit à 21 800 €, en hausse de 5 % par rapport à 2015.

Des résultats en hausse pour les éleveurs de porcins

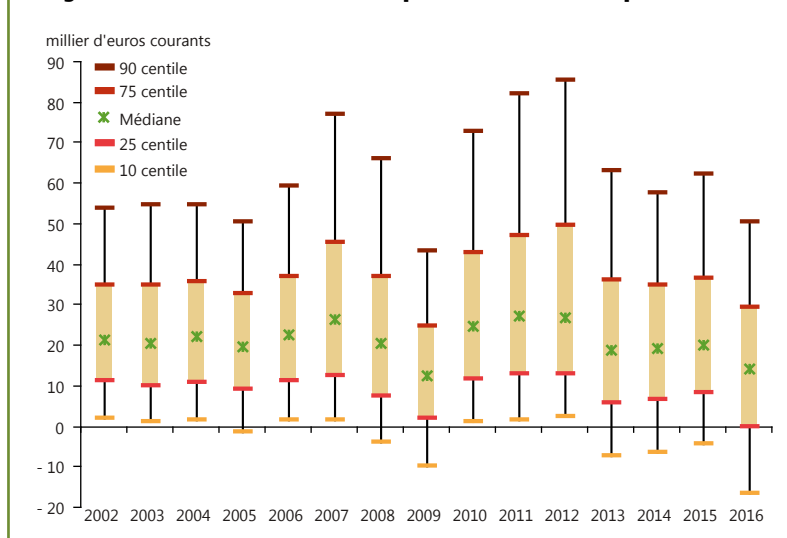
En 2016, les producteurs de porcins ont bénéficié d'une conjoncture favorable, marquée par une forte demande chinoise entraînant une augmentation de 6 % de la production de l'exercice. Dans un contexte de baisse des charges en alimentation (- 5 %), le RCAI par actif non salarié double par rapport à 2015 (51 900 € en moyenne) et constitue un point haut dans les évolutions cycliques des résultats de cette orientation. Confrontés à l'influenza aviaire dans le sud-ouest et à des évolutions de prix contrastées (hausse pour les volailles de chair; baisse pour les œufs), les éleveurs de volailles connaissent une baisse de la valeur moyenne de la production (- 6 %). Le RCAI par actif non salarié s'établit à 22 800 € (- 19 %).

Tableau 2 - Indicateurs de synthèse en 2016

Orientation	Effectif	SAU ha	EBE euros	RCAI euros	RCAI/Utans euros
Céréales et oléoprotéagineux	52363	107	26783	- 5298	- 4400
Autres grandes cultures	19722	109	72425	26863	19376
Maraîchage	4909	8	86682	57385	39573
Horticulture	6157	4	61541	41969	29297
Viticulture	45804	17	83112	55727	44736
Fruits et autres cultures permanentes	7606	22	80431	50894	33367
Bovins lait	45223	79	64182	23671	14515
Bovins viande	28825	80	50245	24837	19264
Bovins mixtes	11398	101	63740	22814	13771
Ovins et caprins	12881	51	51945	29057	21791
Porcins	5462	55	133135	73985	51896
Volailles	10178	31	74352	30586	22790
Granivores mixtes	4590	83	98288	46362	24590
Polyculture, polyélevage	37048	103	53313	12410	8257
Ensemble	297886	72	60198	25569	18293

Source : Agreste - Rica - Résultats 2016 provisoires

Figure 2 - Évolution de la dispersion du RCAI par Utans



Source : Agreste - Rica - Résultats 2016 provisoires

Une dispersion des résultats variable selon les orientations productives

En 2016, la moitié des exploitations ont un RCAI par Utans inférieur à 14 000 € (20 100 € en 2015). Un quart ont des résultats supérieurs à 29 200 € tandis qu'un quart ont un résultat inférieur à - 200 €. Si les résultats ont nettement baissé en niveau par rapport à

2015, la dispersion (mesurée par l'écart interquartile¹) est restée globalement stable. Comme les autres années, les disparités sont fortes au sein même des orientations productives (figure 2). En 2016, ce sont dans les élevages porcins, le maraîchage, la viticulture, les fruits et les cultures et les grandes cultures hors COP que les écarts interquartiles sont les plus élevés.



1. L'écart interquartile est calculé comme la différence entre le 3^e et le 1^{er} quartile de la distribution.

25 % des exploitations porcines dégagent ainsi moins de 11 600 € par Utans et 25 % plus de 78 100 € par Utans. Comme les années précédentes, la dispersion des résultats est moindre dans les élevages d'herbivores, qui connaissent une moindre diversité dans la valorisation des produits. Ainsi, en orientation « Bovins viande », l'intervalle interquartile du RCAI/Utans n'est que de 19 500 €.

Les subventions d'exploitation limitent la baisse des résultats

En 2016, 89 % des exploitations agricoles bénéficient d'au moins une subvention. Ces exploitations bénéficiaires reçoivent en moyenne 32 100 € d'aides dont 90 % relèvent de la PAC.

Dans les élevages d'herbivores, le montant moyen total des subventions est quasi stable alors qu'il diminue dans les autres orientations (tableau 3). La réforme mise en œuvre depuis 2015 se traduit en effet par un rééquilibrage des aides en faveur de l'élevage et du développement rural. Comme en

2015, les résultats des éleveurs restent fortement tributaires des subventions, notamment en bovins viande et ovins-caprins. Les éleveurs de volailles ont connu ponctuellement une hausse de 10 % de leurs subventions pour cette année 2016 en raison des indemnités pour l'épisode de grippe aviaire.

Hors comptabilisation des subventions, 60 % des exploitations agricoles auraient eu un RCAI négatif. Après prise en compte de celles-ci, c'est le cas de 25 % d'entre elles (14 % en 2015).

La baisse des ressources financières pèse sur l'investissement et alourdit l'endettement

La baisse des ressources d'exploitation en 2016 (l'EBE baisse de 16 % en moyenne par rapport à 2015) fragilise l'équilibre financier des exploitations. Pour honorer leurs engagements (remboursement et intérêts d'emprunts, cotisations sociales), certaines dépenses, comme l'investissement et

les prélèvements privés, ont dû être ajustées. Toutes orientations confondues, les remboursements d'emprunts à moyen et long terme sont globalement stables en 2016 à 27 100 € et la baisse des taux d'intérêt permet de contenir les charges financières (4 200 € en moyenne contre 5 100 € en 2010). Avec 9 300 € en moyenne par exploitation, les charges sociales de l'exploitant sont également en baisse par rapport à 2015 (- 15 %). Malgré cette diminution des engagements, le solde « disponible² » pour l'autofinancement des investissements et la rémunération de l'exploitant diminue nettement en 2016 à 19 600 € (- 33 % par rapport à 2015) (figure 3). Dans ce contexte, les exploitants ont réduit leurs prélèvements privés de près de 10 % par rapport à 2015.

Ce « disponible » varie fortement selon les productions en 2016, en lien avec la situation conjoncturelle et les caractéristiques structurelles propres à chaque orientation productive. Si les élevages porcins disposent d'un disponible de 54 300 € en moyenne (figure 3), l'EBE des céréaliers est insuffisant pour couvrir l'ensemble des dépenses (solde négatif de 7 000 € en moyenne). Pour faire face à leurs engagements, ceux-ci ont eu recours à l'emprunt ou à des cessions d'actifs.

En 2016, le montant moyen de l'endettement des exploitations s'élève à 190 000 € et le taux d'endettement (rapport des dettes sur le total de l'actif) est de 43 %. Dans un contexte de détérioration des résultats, le poids de l'endettement (remboursements et intérêts d'emprunts rapportés à l'excédent brut d'exploitation) s'alourdit (+ 11 points).

L'endettement moyen baisse nettement dans les élevages de porcins (- 10 %) même s'il reste le plus élevé de toutes les orientations productives

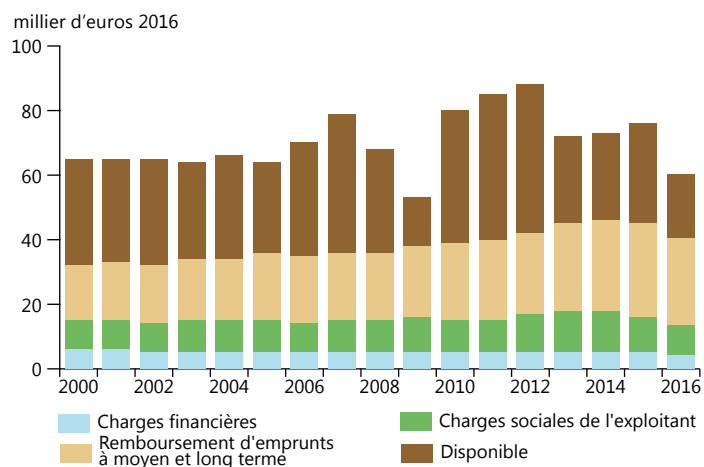
Tableau 3 - Principales caractéristiques des subventions versées aux exploitations agricoles en 2016, par orientation productive

Orientation technique	Subvention totale moyenne par bénéficiaire	Evol 15/16	Part des subventions dans le total produit de l'exercice + subventions	Proportion d'exploitations ayant un RCAI avant subventions négatif	Proportion d'exploitations ayant un RCAI négatif
	euros 2016	%	%	%	%
Céréales et oléoprotéagineux	31519	- 9	23	89	55
Autres grandes cultures	34872	- 11	15	60	33
Maraîchage	9559	- 19	4	21	20
Horticulture	6389	- 31	2	14	14
Viticulture	6519	- 17	3	15	13
Fruits et autres cultures permanentes	17870	- 7	9	24	12
Bovins lait	33885	- 1	19	64	18
Bovins viande	46105	+ 1	39	85	12
Bovins mixte	47435	- 2	26	78	22
Ovins et caprins	42314	+ 2	40	75	7
Porcins	20500	- 11	5	25	12
Volailles	19235	+ 10	8	33	14
Granivores mixtes	35392	- 3	12	49	14
Polyculture, polyélevage, autres	38019	- 4	23	79	32
Total	32068	- 4	21	60	25

Source: Agreste - Rica - Résultats 2016 provisoires

2. Le « disponible » correspond au solde restant, une fois retranché de l'EBE les remboursements d'emprunts à moyen et long terme, les charges d'intérêt et les cotisations sociales de l'exploitant

Figure 3 - Évolution des principaux flux financiers depuis 2000



Source : Agreste - Rica - Résultats 2016 provisoires

►► (426 000 €, pour un taux d'endettement de 72 %). Les éleveurs de volailles ont également un montant moyen de dette élevé (275 100 € en 2016, en recul de 2 % par rapport à 2015), de même que les exploitations en grandes cultures hors COP (251 300 €, en hausse de 2 %). Ce sont les éleveurs d'ovins-caprins qui ont le niveau moyen de dette le plus faible en 2016 : 97 300 €, en hausse de 5 %.

Le poids de l'endettement des exploitations céréalières a presque doublé en 2016, compte tenu du recul très marqué de l'EBE. Pour les élevages de porcins, la hausse de 55 % de leur EBE a au contraire permis d'alléger le poids de leur endettement (51 % en 2016).

Une structure de bilan variable selon les orientations

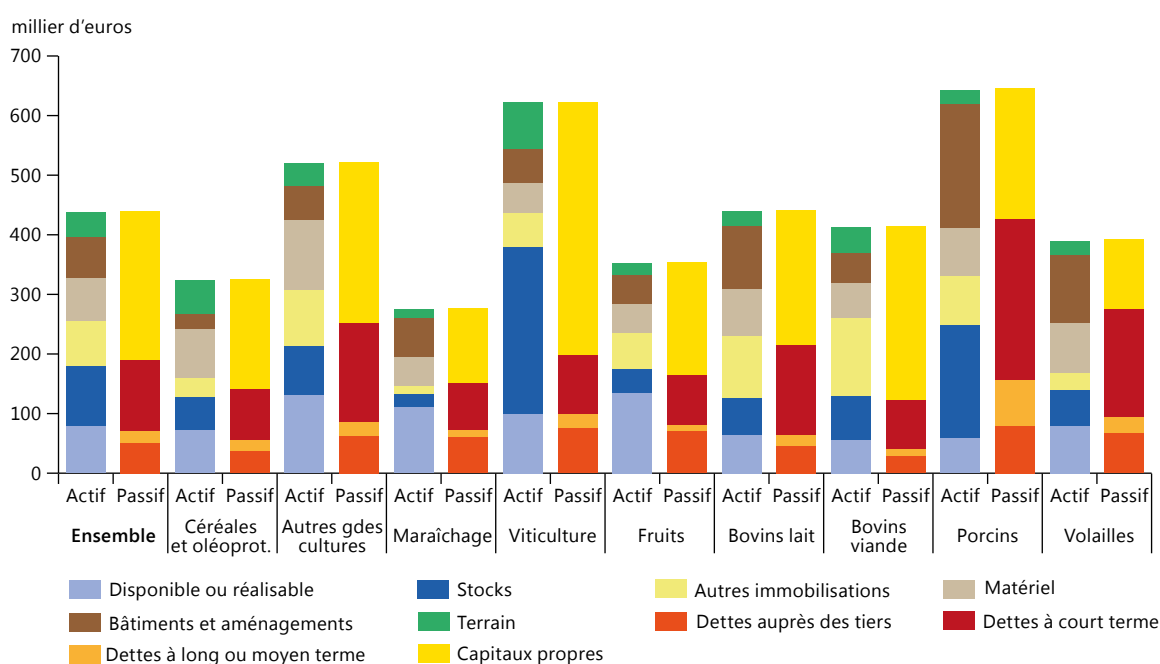
Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. En 2016, l'actif moyen des exploitations agricoles, toutes orientations confondues, est de 440 000,00 € (figure 4). Il est composé à 59 % d'immobilisations et à 41 % d'actifs circulants. Les actifs sont financés à hauteur de 57 % par des capitaux propres et de 43 % par des dettes.

La structure du bilan varie selon les orientations productives, en lien avec les caractéristiques du processus de production. Ainsi, les exploitations viticoles, qui doivent financer d'importants stocks de vin (près des 3/4 du total de leurs actifs) mobilisent fortement les capitaux propres (68 % du passif) (figure 4). À l'inverse, en maraîchage, en horticulture et en élevage de porcins, où le cycle de production est plus court, l'importance des capitaux propres est plus faible (34 % du passif élevage de porcins).

Annie Delort
Alice Lorge

SSP - Sous-direction des synthèses statistiques et des revenus

Figure 4 - Bilan 2016 des exploitations agricoles selon l'orientation productive



Source : Agreste - Rica - Résultats 2016 provisoires

En 2017, une évolution contrastée des productions mais un redressement des prix pour la majorité des grandes cultures (céréales - oléagineux) et des filières animales bovins, porcins et lait

En 2017, la météo du printemps (précoce, plutôt sec, avec des gelées tardives) et de l'été (sec, le 2^e plus chaud depuis 1900), ont pesé à des degrés divers les productions végétales.

La météo a globalement été favorable aux rendements des grandes cultures, en forte hausse en 2017. Malgré la réduction de certaines surfaces (oléo-protéagineux), la France a pu renouer avec des niveaux de production élevés. Après des prix en hausse sur un an pour les céréales et les oléagineux sur les neuf premiers mois de 2017, liés à la baisse de l'euro et à des récoltes très limitées en 2016, les productions mondiales records pour 2017, notamment en mer Noire pèsent sur les prix de la campagne de commercialisation 2017-2018.

En favorisant la précocité des productions de fruits et de légumes d'été, les températures plutôt clémentes ont provoqué la mise en marché simultanée des récoltes françaises, rendant leur écoulement d'autant plus difficile (abricot, melon, concombre) que les produits importés arrivaient sur les étals. En effet, les gelées tardives au printemps ont épargné les fruits à noyau, ne pénalisant que les fruits à pépins. Malgré une demande entretenue par la chaleur de l'été, les prix à la production ont souvent fléchi, entraînant le repli du chiffre d'affaires.

La récolte viticole française 2017 est la plus faible depuis 1991. Le gel de printemps et la sécheresse accentuée en fin de cycle végétatif ont fortement pesé sur les récoltes, sans nuire à la qualité du vin. Les prix des vins d'appellation

ont été dynamiques en 2017, contrairement aux vins sans appellation, et devraient se maintenir à un niveau élevé.

L'embellie sur les marchés français des bovins, des porcins et du lait, amorcée au second semestre 2016 s'est prolongée en 2017 à la faveur de marchés mondiaux mieux orientés (sortie progressive de crise dans la filière lait, gros bovins et porcins). Ce redressement reste cependant très fragile: consommation de viande des ménages en berne, y compris pour la volaille pour la première fois depuis 2012, échanges extérieurs dégradés pour les filières porcines et avicoles et crise sanitaire aviaire pour la seconde année consécutive. Avec des productions plutôt en recul, mais des prix en hausse, la quasi-stabilité du coût des aliments a favorisé le rétablissement des marges.

Sur les neuf premiers mois de l'année 2017, sous l'effet du redressement des prix de l'énergie, les prix des intrants sont repartis à la hausse par rapport à 2016. Les prix des autres consommations intermédiaires ont, eux, poursuivi leur repli. Bien que de façon moins marquée qu'en 2016, les éleveurs ont réduit la consommation d'aliments industriels (sauf pour les bovins), privilégiant les aliments fabriqués à la ferme sur fond de diminution du cheptel porcin et des abattages de volaille. Les livraisons d'engrais de la campagne 2016-2017 ont reculé sur un an.

Sous l'effet principalement de la bonne tenue des prix des céréales, des oléagineux, et des productions animales, les prix à la production de l'ensemble des produits agricoles se sont redressés sur les neuf premiers mois de l'année 2017 (+ 4,6 % sur un an après - 0,7 % en 2016).

Méthodologie

Les résultats économiques, présentés ici pour l'année 2016, sont établis à partir des données techniques et comptables collectées chaque année sur un échantillon d'exploitations agricoles dans le cadre du Réseau d'information comptable agricole (RICA) du Service de la Statistique et de la Prospective. Cet échantillon de 6 652 exploitations en 2016 couvre les exploitations moyennes et grandes (production brute standard supérieure à 25 000 €) en France métropolitaine. À la date de cette publication, les résultats de l'année 2016, établis sur plus de 91 % de l'échantillon, sont quasiment définitifs.

Le principal indicateur économique commenté ici est le résultat courant avant impôts (RCAI), par actif non salarié (Utans). Ce résultat est calculé à partir de la valeur de la production de l'année (vendue ou stockée), augmentée des subventions, à laquelle on retire les consommations intermédiaires et toutes les autres charges courantes (salaires, impôts fonciers, frais financiers...), ainsi qu'une estimation de la dépréciation des actifs immobilisés (amortissements). Les impôts au titre des bénéfices ou

des revenus d'activité, nets des éventuelles réductions ou crédits d'impôt, ne sont pas pris en compte.

Dans le RICA, les subventions d'exploitation sont enregistrées au titre de la campagne en cours. Les nouvelles modalités de la PAC ainsi que la refonte du système de déclaration des surfaces, développée afin de limiter les risques de refus d'apurement, ont entraîné un retard du paiement sur certaines aides. Dans ce contexte, les montants des aides découplées, des aides couplées et de l'ICHN au titre de la campagne 2016 ont pu être intégrés, mais les montants des aides bio, des MAEC et de l'aide à l'assurance récolte ont été estimés.

Les évolutions 2015-2016 sont, sauf mention contraire, calculées sur échantillon constant, c'est-à-dire pour les mêmes exploitations présentes deux ans de suite, et exprimées en valeurs réelles (i.e. corrigées de l'inflation). Les données 2015 ont pour cela été exprimées en € 2016 à l'aide de l'indice du prix du Produit Intérieur Brut source INSEE. Les séries longues présentent les valeurs sur l'échantillon complet en € 2016 (valeurs réelles).

Pour en savoir plus

- Rapports présentés à la Commission des comptes de l'agriculture de la nation du 14 décembre 2017, en ligne sur le site <http://www.agreste.agriculture.gouv.fr> rubrique Enquêtes/comptes de l'agriculture